



DES **LUTTES** AUJOURD'HUI AU **SOCIALISME** DEMAIN

Bulletin des cellules d'entreprise de l'agglomération lyonnaise du
PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Dec.78 n° 1
0,50F

EDITORIAL

Déc. 78 : Monsieur Barre occupe les écrans de télé avec des formules choc, véritables provocations faites aux travailleurs : «*Je me refuserai toujours à dorer la pilule aux Français*» ou encore «*Les Français touchent déjà les fruits de leurs efforts mais ils ne s'en rendent pas compte*». Selon M. Barre, les ouvriers français ne savent pas voir les bonnes choses où elles sont : plan Barre d'automne accommodé à la sauce licenciements-chômage, épice d'impôts supplémentaires, d'augmentation du coût de la vie, d'appels aux patrons à resserrer la vis des salaires...

Soyons sérieux. Depuis les élections législatives et le cuisant échec de la prétendue «union» de la gauche, les promesses de tout bord se sont révélées pour ce qu'elles étaient : du vent ! Aucun écran de fumée ne peut plus nous camoufler la réalité de notre exploitation quotidienne. Devant les attaques des patrons et du gouvernement, il faut imposer une exigence : replacer l'action sur le terrain qu'elle n'aurait

jamais dû quitter, celui de la lutte résolue. En finir avec les longs mois d'attentisme, avec les divisions, avec les morcellements des luttes, rejeter négociations bidons et actions bidons.

Dans les entreprises, les cellules du PCR travaillent au développement des luttes, à leur coordination, à la recherche de leur unité. Partout où elles le peuvent, elles posent la question du devenir de ces luttes : leur direction par les politiciens de gauche ou par les travailleurs eux-mêmes ? Leur avenir, subir encore le capitalisme ou jeter les bases d'une autre société, où le pouvoir, arraché à la bourgeoisie, sera exercé par et pour les travailleurs.

S'inscrire dans ce mouvement, participer à ces débats, tel est le but que se fixe le bulletin des cellules d'entreprises du PCR.

SNAV : pas un seul licenciement !

Le vendredi 27 septembre, les travailleurs de la SNAV ont appris par le Progrès que l'usine était «vendue» à F. à Fauvet-Girel par la Régie Renault, détentrice de la presque totalité des actions. Dès lors, la direction n'a pas cessé de faire planer la menace de licenciements : «Il y a trop d'indirects à la SNAV», les «indirects» rassemblent à la SNAV, aussi bien des salariés des bureaux : employés, dessinateurs, ... que des ateliers : magasiniers, caristes, services d'entretien.

Au mois d'octobre, l'annonce de la direction de couper le chauffage provoque un débrayage. Les ouvriers des ateliers envahissent les bureaux et réclament : l'annulation de ces mesures, et d'être informés.

Le lundi 23 octobre, la direction annonce une augmentation de 15 F pour tous, contre les 11,5 F réclamés par les syndicats. Le mardi 24 octobre les travailleurs font grève et occupent l'usine massivement.

Ce qui n'empêche pas la direction SNAV d'annoncer la répartition des licenciements : 187 en tout dont 27 parmi les «directs», 160 parmi les «indirects».

Pourquoi ces licenciements ? Les directions SNAV, Renault, Fauvet-Girel posent cela comme une nécessité vitale, le dépôt de bilan serait inéluctable sans cela. Aussi ils n'ont à proposer aux travailleurs qu'une seule alternative :

- Soit le licenciement
- Soit les restrictions, l'ex-

ploitation renforcée : c'est le chemin (bas salaires, austerité restriction sur le chauffage) déjà suivi aux «containers» où s'établit une prime au rendement de 5 F par container en plus, prime qui est une cause essentielle de la mort d'un ouvrier, au TC matin, en mai dernier.

Voilà ce que les patrons, les capitalistes et le gouvernement Giscard-Barre à leur service est capable de proposer : venir s'ajouter à la masse des 1,5 million de chômeurs, ou travailler de plus en plus dure pour un salaire qui ne peut pas rattraper les prix. Une telle alternative n'est pas admissible : seule la lutte peut permettre de sortir de cette impasse où la logique du système capitaliste nous enferme. Aucune refonte de ce

système ne peut satisfaire les travailleurs. La solution, n'est pas comme l'affirme le PCF, que la SNAV doit rester Renault.

Les travailleurs n'ont pas à choisir leur patron, mais à s'opposer, à lutter contre les patrons qui les exploitent et les jettent à la rue quand bon leur semble. L'occupation de l'usine du mardi 24 octobre par tous les travailleurs de l'usine, montre la voie à suivre.

S'unir et lutter pour les revendications justes : pas un seul licenciement, 165 F pour tous, des conditions de travail décentes, suppression du rendement.

Cellule SNAV. Le 16.11.78.

Surprise : Veil à l'hôpital Edouard Herriot

Vendredi 13 octobre, les travailleurs d'HEH ont été surpris de voir une agitation inhabituelle dans l'hôpital : contrôle des entrées, parkings réservés, nombreux flics en civil... Devinez pour quoi ce branle-bas-de-combat ? C'est que notre ministre de la Santé, Mme Veil venait faire visiter l'hôpital à son collègue polonais.

Bien sûr, cette visite n'a été annoncée qu'au dernier moment. Sans doute, Mme Veil craignait-elle un accueil trop chaleureux des travailleurs, aux cris de «Nos 13

heures !», «des effectifs»... Une fois de plus, elle montre qu'elle se moque des hospitaliers et de leurs revendications qu'elle n'a pas l'intention de satisfaire.

A son hôte étranger, elle a montré les murs fraîchement repeints du pavillon K, puis ce fut la traditionnelle visite du Pavillon P, via le SAMU. Mais elle a oublié de lui faire admirer la lingerie, la brûle, les longues files d'attente aux consultations.

Cellule Hôpital E. Herriot

PARIS - RHÔNE : des ouvrières empêchent le licenciement de 4 intérimaires

Depuis plusieurs mois, Paris-Rhône emploie près d'une centaine d'intérimaires ; pour la plupart ils sont là depuis 7 ou 8 mois. Deux exigences pour la direction : remplir les programmes de production et liquider sans heurts des ateliers destinés à d'autres usines du groupe (dans le cadre de la restructuration du groupe SEV : Paris-Rhône + CIBIE + FERODO + DUCCELLIER + SEV MARSHALL). Apprenant le jeudi le licenciement de 4 intérimaires de la grande boîte pour le vendredi 27 octobre, 20 ouvrières d'une chaîne vont dans le bureau du chef de service, exiger l'embauche des 4 ouvrières.

Aucune réponse : seule la production intéresse monsieur. Quelques heures plus tard, nouvelle intervention des ouvrières, cette fois-ci à 50, et dans le bureau du chef du personnel. Face à la solidarité embauchées-intérimaires, la direction recule : les 4 ouvrières sont toujours à Paris-Rhône et avec promesse d'embauche.

Cellule Far-Paris-Rhône

QUELLE ACTION ?

L'attaque contre la classe ouvrière a rarement atteint une telle force : le chômage, les fermetures et licenciements, les salaires bloqués, l'atteinte portée à la sécurité sociale, à l'ANPE pour mettre directement les chômeurs dans les mains des patrons, les plans de suppression d'emplois à la SNCF et aux PTT, l'emploi massif d'intérimaires et hors-statuts, les expulsions de travailleurs immigrés sans oublier bien sûr la hausse des prix (qui elle, se porte bien).

Chacun d'entre nous, ac-

tif ou privé d'emploi et dans chaque boîte où nous sommes, nous subissons les mêmes attaques.

Une seule solution s'impose : l'action unie. Rejoindre les milliers de travailleurs qui se battent aujourd'hui dans toute la France, les grèves des PTT de Terrin, de la SNCF ont fait parler d'eilles à la radio et la télé, mais celles-ci restent muettes sur les dizaines et dizaines de luttes de petites entreprises (comme Azur à Paris qui a repris la production et fait des ventes directes depuis un mois et demi).

Bouche fermée aussi sur les victoires qui sont remportées (à Lyon les clavistes de l'agence Aigles avaient obtenu en grande partie leurs revendications, à Yema, à Besan-

çon les travailleurs obtenaient 100 F après un jour de grève, ceux du centre de tri de Pontoise ont arraché des effectifs supplémentaires).

Oui, des milliers d'ouvrières et d'ouvriers se battent aujourd'hui contre l'austérité imposée par le gouvernement Barre.

Par leurs actions, contre Barre et Barrot, par la constitution d'un comité de chômeurs de 150 travailleurs qui a déjà arraché des revendications à la municipalité, des syndicalistes du Puy ont pris les choses en mains en : dépassant les divisions entre syndicats (CGT, CFDT et même une section FO), dépassant les divisions entre branches (tanneurs, postiers, hospitaliers, métallurgie, textile (Elastelle),

dépassant les divisions entre chômeurs et travailleurs licenciés en lutte et actifs, ils développent l'action à la base, l'unité sur le terrain !

- Préparer, engager la lutte dans nos entreprises
- Pour les chômeurs, s'organiser pour se battre collectivement

- Se préparer à des luttes coordonnées pour être à la hauteur des attaques des patrons et du pouvoir.

- Construire notre unité ouvrière sur des perspectives de luttes efficaces, unies et qui se déroulent jusqu'à ce que soit obtenue satisfaction.

VOILA CE QU'IL NOUS FAUT FAIRE !

Le 16.11.78.

LE TORCHON BRULE (TOUJOURS) ENTRE MAIRE ET SEGUY

Alors que les attaques patronales contre les travailleurs n'ont jamais été aussi dures et soigneusement coordonnées, alors que cela nécessiterait des actions coordonnées des travailleurs, les directions confédérales se sont lancées dans une dispute sans fin depuis la dislocation de la gauche.

Une semaine, la direction CGT reproche à la confédération CFDT son évolution réformiste sous couvert de «réalisme syndical». La semaine suivante, la direction CFDT reproche à la confédération CGT ses «démonstrations ronflantes mais sans efficacité» et d'avoir tout fait pour soutenir le PCF. Et le plus fort, c'est qu'elles ont raison toutes les deux !

● C'est vrai que de son côté la direction nationale CFDT essaye d'imposer aux militants :

1. Une politique de négociations sans rapport de forces.

2. L'idée qu'il ne faut pas toujours s'opposer aux suppressions d'emploi, dans le cadre d'une «nouvelle politique industrielle» du système capitaliste.

● C'est vrai que la direction nationale CGT, malgré les protestations grandissantes de ses militants, persiste dans les journées d'action bidon, voire dans les semaines d'action ponctuées de «temps forts».

Elle veille soigneusement à n'amorcer aucun mouvement de lutte d'ampleur auquel le PCF est dans l'impossibilité de fournir un débouché politique : il n'y a pas d'élection proche, et il n'a rien à proposer à la place du défunt programme commun, rien pour récupérer les luttes à son profit.

La dispute actuelle n'est qu'un piètre moyen pour se présenter comme «le meilleur défenseur des travailleurs», mais les deux confédérations se gardent bien de lancer les actions d'envergure, seules capables de faire payer la crise aux patrons. On retrouve là, la dispute du PCF et du PS qui utilisent leur direction sur les syndicats pour se discréditer l'un, l'autre.

Dans cette affaire les seuls perdants sont les travailleurs qui sont privés de leurs organisations de lutte, les seuls bénéficiaires, sont les patrons qui ont le champ libre et en profitent largement ! Mais il ne faut pas désertier les syndicats. Pour la défense de nos intérêts, pour nos luttes, ils restent un outil indispensable. Faisons entendre, renforçons la voix des travailleurs dans les syndicats, pour en faire l'outil des travailleurs.

Contre les fausses divisions et pour tracer la voie de la lutte.

PCUK : «Nous voulons vivre, et non être asphyxiés, au pays»

Drôle de nuages au-dessus de la tête des gosses le 12 octobre à Oullins : quelques kilos d'acroléine ont été lâchés dans l'air, après le redémarrage de cette production !

Après la fuite, la colère éclate : un millier de travailleurs manifestent dans les rues d'Oullins. Le trust PCUK, inquiet de cette riposte, manœuvre pour divi-

ser : un «lampiste» est désigné, la responsabilité de l'accident lui est collée sur le dos et aussitôt mis à pied. Notons que c'est un délégué CHS. La direction — totalement responsable de l'accident — ne craint pas le ridicule !

La riposte est unanime : les 1 500 travailleurs de PCUK votent la grève illimitée le 17 octobre parce

que la sécurité est bafouée chaque jour pour des impératifs de production, parce qu'au lieu d'améliorer nos conditions de travail, PCUK fait régner la terreur par des mutations et des mises à pied...

La grève dure 18 jours, ponctuée par des meetings de solidarité et de nombreux débrayages dans la chimie et des boîtes de la localité. 11 délégués sont traînés en justice et sont menacés de licenciement. La reprise s'effectue le 6 novembre, la sanction n'est pas levée, mais le sentiment est d'avoir mené une bagarre juste et légitime.

Au cours de la grève, la finalité de la production sous le capitalisme s'est posée : faut-il accepter de produire de l'acroléine — produit toxique qui sert à nourrir des poulets ?

Car il est différent de produire un gaz dangereux, que de fabriquer des savonnets. Les travailleurs de

PCUK et les habitants des localités environnantes sont conscients qu'il faut imposer des mesures de sécurité dans toutes les installations, que PCUK le pollueur doit reculer.

Dans le quartier, les habitants ne veulent pas que PCUK continue à jouer avec leur vie. L'idée de former un comité de lutte pour l'emploi et la sécurité associant les travailleurs de PCUK et les organisations du quartier fait son chemin et répond à une double nécessité : refuser le chantage au chômage des patrons («si vous protestez contre l'acroléine, vous allez aboutir à fermer l'usine» dit PCUK) et aussi : construire l'unité de tous les travailleurs concernés pour imposer un suivi médical gratuit, des mesures de prévention et obliger PCUK à créer des emplois et des productions non toxiques et non polluantes.

Le 16.11.78.

Mesures anti-immigration

— 73 : début de la crise économique

— Juillet 74 : contrôle rigoureux des frontières. Les entrées de travailleurs immigrés de 130 000 par an, tombent à 17 000 en 76, 14 000 en 77 etc. Dans le même temps, les immigrés entrés irrégulièrement sont immédiatement expulsés, création de la prison clandestine d'Arcenc, intermédiaire entre l'entrée et l'expulsion sans recours à aucune instance de justice.

— Janvier 76 : retrait de cartes de travail pour les immigrés absents de France ou au chômage de leur fait (?) depuis 6 mois.

— Septembre 77 : mesures Stoléro

● Plus de carte de travail supplémentaire ; les seuls travailleurs immigrés rentrant en France sont ceux revenus de l'Asie du Sud-est ou bien les travailleurs hautement qualifiés.

● Le «million» : les travailleurs depuis 5 ans sont gratifiés d'un million pour partir, moyennant la perte de leurs droits sociaux. Ce fut un échec cinglant pour le gouvernement. Seuls 3 000 sur 15 000 ayant droit acceptent le million.

● Suppression de l'immigration familiale, interdiction de faire venir les femmes et enfants soi-disant pour empêcher le travail au noir et la délinquance (!).

— Les nouvelles prévisions menaceraient 150 000 immigrés.

L'acroléine est utilisée pour fabriquer de la méthionine, aliment-miracle pour poulets. A cause de sa haute toxicité, elle est utilisée aussi comme herbicide.

Classée au 5^e rang des gaz toxiques, l'acroléine a été utilisée en 14-18 comme gaz de combat : 4 grammes suffisent à tuer un homme.

5 tonnes d'acroléine dans l'atmosphère, suffisent pour créer une nappe de concentration mortelle sur 1 km carré et 20 mètres de hauteur.

Or l'usine produit 20 000 tonnes par an, dont 250 tonnes sont stockées en permanence à Pierre Bénite.

BERLIET : le capitalisme a-t-il besoin d'un nouveau moteur ?

Le processus d'intégration de Berliet au groupe Renault est engagé. L'enjeu est d'importance pour les capitalistes. Il s'agit pour les poids lourds français d'acquiescer rapidement une taille comparable à celle du groupe Mercedes pour rester l'un des 3 grands européens avec Fiat.

Les déclarations patronales et gouvernementales expliquent très clairement que pour arriver à leur fin il faut :

«Freiner les salaires et libérer les prix» pour soi-disant sauvegarder le pouvoir d'achat.

«Supprimer des postes de travail» pour soi-disant maintenir l'emploi.

Non, les Barre et Ceyrac ne sont pas devenus fous, ni plus cynique ou menteur que d'habitude : crûment, ils expriment la nécessité dans laquelle se trouve le capitalisme enfoncé dans la crise : faire payer toujours plus les travailleurs pour diminuer les coûts de production. Les patrons ne se gênent pas pour dire qu'ils nous font vivre, en fait ce sont eux qui sont une charge intolérable pour les masses populaires. Nous ne devons pas céder à leur chantage sous prétexte que ça aggraverait la crise, mais au contraire exiger avec force la satisfaction de nos revendications fondamentales :

— Le maintien du plein emploi pour tous !

— La diminution du temps de travail et des cadences !

— L'augmentation uniforme des salaires !

— La défense du droit de grève !

Abattre ce système d'exploitation ou l'aménager ? C'est bien un choix qu'il nous faut faire !

Peut-on être d'accord avec la fusion Berliet-Saviem au sein de Renault Véhicule Industriel parce que c'est une entreprise nationale ?

Doit-on réclamer plus d'investissements français ?

— Doit-on revendiquer la relance des études pour un nouveau moteur français ?

— Doit-on en définitive revendiquer d'être exploités français ?

NON sûrement pas !

Parce qu'on ne peut faire une restructuration capitaliste sans la faire payer aux travailleurs, de la même façon qu'on ne peut faire une omelette sans casser des œufs. Prétendre le contraire comme le fait le PCF, c'est illusionner les travailleurs, c'est choisir la voie de la soumission au capitalisme, en essayant d'y revendiquer sa place au soleil dans la gestion du système.

D'ailleurs, les promesses sur le plein emploi et les salaires qui découleraient de ces restructurations nationalisées apparaissent bien plus relever de la démagogie et des promesses électorales.

La déclaration du député RPR Caille qui fait l'innocent, sont bien là, pour le prouver. La réalité de ces restructurations sont toujours les mêmes pour les travailleurs :

PAYER, PAYER FRANÇAIS, PAYER

DEMOCRATIQUEMENT, MAIS PAYER !

— Nous refusons la restructuration

— Nous refusons l'aménagement de la restructuration

— C'est par la lutte que nous ferons payer la crise aux capitalistes et que nous nous tirerons d'affaire.

Le capitalisme n'a que trop duré c'est le socialisme qu'il nous faut.

Si dans toute société, le travail productif est le seul moyen de produire des richesses, il nous faut quand même choisir : produire oui, mais pour quelle classe ? Pour satisfaire les besoins des travailleurs ou pour engraisser les capitalistes français et étrangers ?

C'est le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés qui peut réaliser une réelle indépendance politique et économique de notre pays. Parce qu'elle refusera la concurrence capitaliste étrangère, parce qu'elle comptera pour l'essentiel sur ses propres forces pour produire ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins de tous.

Il est évident que face à cette volonté populaire qui exige de vivre mieux, les capitalistes ne se laisseront pas déposséder de leur pouvoir qui leur permet de s'enrichir. L'avenir n'est pas dans ce système pourri, l'avenir, les travailleurs l'assureront eux-mêmes en prenant en mains leurs luttes pour abattre ce système d'exploitation.

Cellule BERLIET
Le 16.11.78.

LISEZ

**Le quotidien
du peuple**

CHAQUE JOUR

**Demande de contact
avec le PCR ml**

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyer à Front Rouge BP 47 Lyon Pré.

SOUTIEN TOTAL A LA LUTTE DES EBOUEURS, DES CANTONNIERS ET DES EGOUTTIERS

Comme en 1974, et en 1976, les éboueurs de la Courly sont en grève, rejoints par les cantonniers et les égouttiers.

Ils font un travail pénible, insalubre, parfois dangereux pour moins de 2 000 F par mois. Manifestant chaque matin dans les rues de Lyon, ils exigent, comme l'ont obtenu leurs camarades parisiens, un statut unique pour tous : français, immigrés, auxiliaires ou titulaires — ce qui équivaut à une augmentation de 130 à 300 F.

Jusqu'à présent le maire de Lyon a peu promis mais beaucoup menacé. Et il vient de passer aux actes contre la grève : jeudi 16 novembre, l'armée est intervenue (opération «aspirateur»).

Les éboueurs sont vigilants, des piquets de grève sont mis en place aux usines d'incinération pour bloquer l'entrée éventuelle des camions militaires.

Il y a quelques jours, un appel était lancé à la grève sur l'ensemble de la France.

De plus, si les négociations n'aboutissent pas, il est prévu d'étendre la grève aux 6 000 employés de la Courly, permettant ainsi de créer un rapport de forces.

Comme le disent les éboueurs «on tiendra plus longtemps qu'à Paris. On ira jusqu'au bout».

Le 16.11.78.